

CONFERENCE INFOS

Vieillesse, développement et protection sociale

Rapport de la conférence internationale de l'UNRISD
8–9 avril 2002, Madrid, Espagne

Ce document est la traduction en français de la publication de l'UNRISD *Ageing, Development and Social Protection* (Conference News, UNRISD/CN11/03/2, June 2003). La version française n'est pas une publication formelle de l'UNRISD.

Table des matières

Introduction

Première séance—Trajectoires de développement, changement social
et bien-être jusqu'à un âge avancé

Deuxième séance—Vieillesse et protection sociale formelle

Troisième séance—Vieillesse et économie des soins

Séance de clôture

Ordre du jour

Contributions

La population vieillit à un rythme accéléré: c'est une évolution que l'on constate à l'échelle mondiale. Le sujet est important depuis longtemps pour les pays développés et le devient maintenant pour de nombreuses régions en développement. On a tendance à présenter le vieillissement de la population comme une menace pour l'avenir, alors qu'il faudrait plutôt y voir l'une des grandes réalisations du siècle passé qui, cependant, ne va pas sans poser divers problèmes d'ordre social, économique, politique et culturel. Le vieillissement de la population fait partie d'un vaste processus de développement et de changement dont il est le résultat. Le bien-être et la qualité de la vie des personnes âgées dépendent étroitement de leur aptitude à gérer les chances et les risques liés à la rapidité et à la complexité du changement. La protection sociale, formelle et informelle, peut jouer un rôle décisif en modifiant ces rapports. La conférence, à laquelle 14 éminents experts internationaux des questions du vieillissement et du développement ont présenté des études commandées par l'UNRISD, a été la contribution de l'Institut à la Deuxième Assemblée mondiale des Nations Unies sur le vieillissement.

La conférence de l'UNRISD a permis aux participants à l'Assemblée mondiale de faire le point sur l'état actuel du débat et des recherches universitaires concernant certaines questions essentielles liées au vieillissement et au développement, qui affectent divers groupes sociaux (notamment d'autres groupes d'âge), des pays et des régions, ainsi que différents contextes de développement, de changement et de crise. Comme les recherches sur le vieillissement de la population restent rares et disparates, en particulier dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, il est urgent que ceux-ci élargissent la base de leurs connaissances et se dotent d'un cadre politique cohérent qui leur permette de faire face aux effets du vieillissement et de répondre aux besoins des personnes âgées. La conférence a donc examiné les avantages d'une protection sociale efficace des personnes âgées, notamment les politiques publiques officielles et des stratégies informelles telles que les systèmes d'aide ménagère, et les problèmes et difficultés qu'elle pose. Au cours de la première séance, les participants se sont intéressés à la dynamique du vieillissement de la population et au casse-tête qu'il constitue dans divers pays,

selon leur trajectoire de développement. La deuxième séance a porté sur les mécanismes formels de protection sociale, notamment les régimes de retraite, les soins de santé et les services sociaux. Enfin, la troisième séance a amené les participants à examiner tout un éventail de questions liées à l'économie des soins. L'ordre du jour de la conférence ainsi que la liste des contributions au projet sont joints au présent rapport.

Introduction

Viellissement, développement et protection sociale: Un programme de recherche

Dans son allocution d'ouverture, Peter Lloyd-Sherlock a identifié quatre mythes importants qui, en véhiculant des opinions stéréotypées, embrouillent et faussent le débat sur le vieillissement et le développement.

Mythe N° 1: Le vieillissement de la population est un problème qui concerne essentiellement le Nord.

L'examen des données démographiques de base dissipe rapidement cette idée fautive, mais très répandue. Bien que structurellement les populations les plus âgées vivent plutôt dans les pays riches, à l'échelle mondiale, c'est au sud que se trouve maintenant la majorité des personnes âgées. De même, les taux actuels de vieillissement démographique sont beaucoup plus rapides dans certains pays du Sud, comme la Chine et le Brésil, que dans les pays industrialisés.

Mythe N° 2: Les personnes âgées sont inévitablement des improductifs et, en tant que tels, représentent une charge pour la société et un frein pour le développement économique.

Autrement dit, le vieillissement, qui peut être bénéfique pour l'individu serait mauvais pour l'ensemble de la société. Les débats sur le vieillissement sont imprégnés de ce que l'on pourrait appeler "un paradigme négatif du vieillissement de la population et de la vieillesse". Dans ce modèle, la vieillesse est associée à la dépendance, à la vulnérabilité, à une diminution des capacités et à une piètre qualité de vie. Par rapport au développement économique, on prétend que les personnes âgées dépensent l'épargne, sont improductives, que leurs besoins reviennent cher et entraînent une réduction des ressources disponibles pour l'ensemble de l'économie. Ces idées se traduisent parfois en programmes politiques spécifiques. Par exemple, prenant le rapport coût-utilité pour principal critère de l'allocation des ressources de santé, la Banque mondiale attribue à ce qui améliore la santé des personnes de 60 ans et plus un rendement social inférieur à ce qui améliore la santé des "cohortes productives".

Ce paradigme négatif est cependant contesté. On accorde maintenant plus d'attention à la diversité des expériences et aux contributions réelles ou potentielles que les personnes âgées peuvent apporter à leur bien-être et à celui des autres. L'étiquette de "vieillesse active" résume ces idées nouvelles. S'il faut se réjouir de ce tournant amorcé dans la réflexion, il risque d'amener à sous-estimer les besoins réels et la vulnérabilité de certaines personnes âgées. Au lieu de généraliser sur la vieillesse dans un sens négatif ou positif, il faut reconnaître l'hétérogénéité des expériences qui en sont faites.

Mythe N° 3: Inévitablement, le vieillissement de la population soumettra la protection sociale formelle à des pressions intolérables.

Cela est souvent présenté non seulement comme un problème pour les pays riches, mais aussi comme un phénomène mondial. Il est cependant plus utile d'identifier pour chaque région les types de problèmes qui se posent. Dans les pays développés, les dépenses publiques consacrées à la satisfaction des besoins des personnes âgées ont rapidement augmenté; on s'est donc inquiété de l'avenir des budgets publics et prononcé en faveur d'une diversification des sources et des modes de financement. Cependant, le lien entre le vieillissement de la population et les dépenses consacrées à la protection sociale formelle n'est pas toujours aussi étroit qu'on le prétend. Par exemple, les dépenses dues aux services de santé dépendent beaucoup de la manière dont ils sont organisés et financés, indépendamment du contexte démographique. Dans la plupart des pays à bas revenu, les politiques sociales sont généralement plus axées sur d'autres groupes tels que les mères, les enfants et les "travailleurs". Au lieu de maintenir les programmes existants, le grand défi pour ces pays sera de tenir compte pour la première fois des personnes âgées dans leurs politiques sociales. Parmi les pays à revenu intermédiaire, l'échelle de la protection sociale formelle pour les personnes âgées est extrêmement large, et va de mesures minimales à des régimes comparables à ceux du Nord. Dans de nombreux pays à revenu intermédiaire, l'ajustement structurel, les mutations subies par le paradigme de la protection sociale et la croissance rapide des services du secteur privé là où la réglementation était souvent laxiste ont été autant de menaces pour la protection sociale formelle.

Etant donné cette diversité, le fait même de parler des effets *inévitables* du vieillissement de la population sur les régimes officiels de protection sociale devient abusif. Pourtant, les débats politiques continuent de refléter "une pensée unique". Les discussions sur la réforme des retraites, par exemple, suivent de près des propositions mondiales et dénotent souvent une plus grande attention au comportement des marchés mondiaux qu'aux besoins des personnes âgées. De même, la réforme du secteur de la santé suit un modèle de plus en plus mondialisé, qui allie ouverture au marché, récupération des coûts et décentralisation — réformes qui peuvent constituer de sérieuses menaces pour les personnes âgées.

Mythe N° 4: L'économie des soins peut s'autogérer et ne fait pas partie des priorités de l'action publique.

Au Nord comme au Sud, les responsables politiques et les universitaires se sont très peu intéressés à l'économie des soins. Au Nord, on s'inquiète de plus en plus de la capacité de l'Etat à dispenser les soins nécessaires, bien que le secteur privé ou des soignants informels assurent encore la grande majorité de ces services. Le rôle du secteur privé amène à s'intéresser aux questions de contrôle et d'équité, celui du secteur informel à des questions de justice sociale et de viabilité. Dans le Sud, on continue à partir de l'hypothèse que les structures familiales et communautaires traditionnelles peuvent dispenser les soins nécessaires. Pourtant, les familles, les normes et valeurs sont en proie à des changements sans précédent, de sorte qu'il peut être dangereux de supposer qu'elles puissent garantir efficacement les soins.

En conclusion, Peter Lloyd-Sherlock a de nouveau souligné la diversité des expériences faites de la vieillesse et a déconseillé de présenter les personnes âgées comme un groupe d'intérêt particulier ayant des préoccupations distinctes de celles d'autres groupes d'âge, voire même opposées. Les personnes âgées ne vivent pas en vase clos. Leur bien-être est donc intimement

lié à celui de la société dans son ensemble. Les politiques doivent reconnaître à la fois la différence et l'interdépendance.

Première séance

Trajectoires de développement, changement social et bien-être à l'âge avancé

Le vieillissement de la population et le bien-être des personnes âgées s'inscrivent dans de larges processus de développement. Dans les pays en développement, la rapidité de ces processus se traduit par la soudaineté du vieillissement démographique. Et le rapport entre vieillissement et développement n'est pas à sens unique: le vieillissement démographique peut aussi influencer sur les modes de développement. Cependant, les thèses selon lesquelles le vieillissement impose une charge plus lourde aux secteurs productifs de l'économie reposent sur une conception par trop générale de la consommation et de la dépendance dans la vieillesse. Plusieurs participants ont fait valoir que les catégories classiques, fondées sur l'âge, à partir desquelles sont calculés les rapports de dépendance reposent sur des hypothèses monolithiques et dépassées concernant les rôles des différents groupes d'âge. Le développement détermine la protection que la société peut accorder à tous les groupes, notamment aux personnes âgées. Il peut en particulier influencer sur la capacité à mettre en place des mécanismes formels de protection sociale (ainsi que la nécessité de tels mécanismes). En même temps, il peut entraîner des changements sociaux et culturels complexes, porteurs à la fois de promesses et de dangers pour les personnes âgées, et affecter en particulier leur situation sociale et les systèmes informels d'assistance dont elles bénéficient.

La première séance a été consacrée à l'étude de ces questions et relations dans divers contextes nationaux et régionaux. Les exposés et les discussions qui ont suivi ont fait apparaître plusieurs thèmes majeurs. La situation matérielle des personnes âgées, notamment son évolution avec le temps et la comparaison avec celle d'autres groupes d'âge, s'est révélée être un souci central. Les études nationales ont mis à jour des expériences variées quant au bien-être relatif des diverses générations.

Grande-Bretagne

Dans son exposé, Paul Johnson a retracé l'expérience faite par la Grande-Bretagne, considérée dans ces grandes lignes comme représentative des pays industriels avancés, au cours de trois siècles d'histoire. On imagine souvent que les personnes âgées étaient peu nombreuses dans les sociétés pré-modernes mais on se trompe. Vers 1700, lorsque la Grande-Bretagne était encore une économie essentiellement agricole et rurale, plus de 10 pour cent de la population avaient plus de 60 ans. Il est évident que, même si l'espérance de vie à la naissance était moins élevée qu'à l'époque moderne, les personnes âgées représentaient une part importante de la population *adulte* - 15 à 25 pour cent – bien avant que ne s'amorce un vieillissement plus rapide de la population au XX^{ème} siècle. On a donc tort de supposer que le groupe des personnes âgées a attendu l'époque actuelle pour gagner en visibilité et atteindre sa masse critique.

La retraite officielle, comme cessation de la vie active, était rare avant 1900, bien que l'incapacité physique limitât pour une large minorité de personnes âgées l'exercice d'une activité rémunérée. Depuis 1950, le nombre des emplois offerts en Grande-Bretagne aux personnes âgées, hommes et femmes, a considérablement baissé, en raison d'un ensemble

complexe de facteurs, notamment l'extension des régimes publics de retraite et d'assistance sociale, le comportement des employeurs, le choix individuel et les normes sociales. Au début du XX^{ème} siècle, être vieux et sans travail, c'était être condamné à la pauvreté, sauf pour une minorité de personnes de la classe moyenne et de la haute société. Aujourd'hui, pour une proportion croissante de retraités (mais pas pour tous) la fin du travail n'annonce pas la pauvreté et la dépendance économique, mais plutôt une nouvelle étape de la vie, faite de loisirs actifs pour lesquels ils disposent de ressources suffisantes. La fortune dont on dispose pour sa vieillesse dépend essentiellement aujourd'hui de son itinéraire professionnel. Si la personne a exercé en continu un emploi donnant droit à une pension de vieillesse et perçu un salaire égal ou supérieur à la normale, la retraite a toutes les chances de lui apporter la sécurité financière. Mais si sa vie professionnelle présente des périodes sans gain ou pendant lesquelles son salaire a été inférieur à la moyenne, des périodes de travail à temps partiel, ou des périodes pendant laquelle elle a exercé des activités ne donnant pas droit à une pension, la retraite sera presque inévitablement une période de restriction financière et de dépendance envers l'assistance publique.

Si l'on examine la politique des retraites depuis 1908 au travers des archives publiques, il est évident, selon Paul Johnson, que les retraités ont toujours été considérés par tous les grands partis politiques comme dignes de l'attention du législateur et de l'appui financier des pouvoirs publics. Pourtant, la proportion des retraités considérés comme vivant dans la pauvreté ou dans une situation proche de la pauvreté reste aux alentours de 30 pour cent. L'histoire des politiques publiques en faveur de la retraite et des pensions en Grande-Bretagne est curieusement polarisée. D'une part, il y a l'histoire de la réussite d'une institution populaire et innovante qui a permis de placer sous la protection de l'Etat providence l'ensemble des personnes âgées comme "retraités" et a conduit à l'allocation à ce groupe d'une grande partie des recettes publiques par le biais du régime public de retraite. D'autre part, on ne cesse de constater, chez tous les partis, une incapacité ou un refus d'affecter des ressources à la hauteur des espérances ou d'assurer par une pension un revenu supérieur au niveau de subsistance. Cette attitude a traduit la peur de donner aux retraités un "chèque en blanc" et de concevoir la politique des pensions comme le résultat d'une corrélation négative à somme zéro entre les revenus des retraités et ceux des travailleurs. Ces tendances ont été particulièrement marquées en Grande-Bretagne, où les pensions versées sont restées faibles par rapport à celles de la plupart des autres pays industriels avancés.

Si la retraite est un élément qui a fait l'objet d'une intervention des politiques publiques et de changements selon le marché du travail, l'histoire de la retraite a aussi tenu une grande place dans le bouleversement qui s'est produit dans les esprits au cours du siècle passé et a débouché sur une conception nouvelle de l'itinéraire d'une vie. Ce que les gens attendent de la vieillesse, la façon de la préparer et de la vivre ont énormément changé. L'explication est simple: la plupart d'entre eux espèrent non seulement vivre assez longtemps pour partir à la retraite, mais aussi en jouir en restant en bonne santé bien au-delà de dix ans. La retraite a donc cessé d'être une phase résiduelle de la vie, que seule une minorité connaissait, pour devenir une étape normale de l'itinéraire d'une vie, d'une durée égale ou supérieure à celle de l'enfance et de l'adolescence.

Les études nationales présentées sur le Brésil et l'Ukraine livrent sur les trajectoires de développement comme sur le bien-être dans la vieillesse des données qui contrastent vivement avec celles-ci. Dans son étude du Brésil, Ana Amélia Camarano a découvert que, malgré des résultats économiques modestes, le pays

avait vu récemment l'éclosion d'un éventail complet et généreux de programmes sociaux pour les personnes âgées. Dans leur essai sur l'Ukraine, Vladislav Bezrukov et Natalia Foigt ont montré que la profonde crise économique s'était traduite dans le pays par l'effondrement de la protection sociale formelle. Pourtant, ces deux exposés ont aussi mis en évidence des évolutions importantes qui touchent les personnes âgées dans les deux pays, telles que celles de la dynamique des ménages et des normes culturelles.

Brésil

En s'inspirant des données fournies par une enquête nationale réalisée auprès des ménages en 1981, 1998 et 1999, Ana Amélia Camarano a examiné l'évolution à court terme de la situation des personnes âgées (définies comme les personnes de 60 ans et plus) au Brésil. Elle a été particulièrement attentive aux différences entre zones rurales et zones urbaines et entre le nord-est du pays, relativement pauvre, et le sud-est, plus prospère. Elle a constaté une amélioration générale de la situation des personnes âgées pendant la période examinée, en particulier dans les campagnes. Entre 1981 et 1998, l'espérance de vie à l'âge de 60 ans a augmenté de 2,4 ans pour les hommes et de 2,7 ans pour les femmes. L'incidence des handicaps physiques et mentaux chez les personnes âgées a elle aussi diminué. La pauvreté et la proportion des personnes âgées sans revenu ont nettement reculé, en particulier chez les femmes. La proportion des femmes sans revenu, par exemple, est tombée de 45 à 20 pour cent entre 1981 et 1999. Grâce à l'amélioration de leur état de santé, les personnes âgées pouvaient garder un emploi jusqu'à un âge avancé: en 1998, 20 pour cent des hommes de 80 ans et plus travaillaient encore.

L'étude d'Ana Amélia Camarano a montré que l'amélioration de la condition des personnes âgées était due essentiellement à la généralisation des prestations de sécurité sociale et à la hausse de leurs montants. La Constitution brésilienne de 1998 a consacré une notion assez large de la sécurité sociale en instituant la couverture universelle et l'égalité des droits pour les ruraux et les citadins. Ces mesures ont été mises en œuvre en 1990 et 1991 et ont apporté deux changements majeurs au droit à pension. Tout d'abord, grâce à la participation au secteur formel du marché du travail, l'accès aux pensions de l'aide sociale est moins subordonné aux contributions versées dans le passé. Ensuite, le bénéficiaire n'est plus le ménage mais l'individu. La première de ces mesures a eu un impact considérable dans les régions rurales, où la proportion des personnes âgées qui recevaient une allocation de sécurité sociale est passée de 53 à 82 pour cent pendant la période examinée. Les deux mesures ont eu des effets non négligeables sur les femmes, qui ont pu obtenir une pension indépendamment de leur activité économique passée et de leur situation dans le ménage. Entre 1981 et 1999, la proportion des femmes au bénéfice d'une allocation est passée de 53 à 77 pour cent.

Si, dans son étude sur le bien-être des personnes âgées, Ana Amélia Camarano a dégagé des tendances générales, elle a aussi observé que leur situation continuait à présenter une grande diversité, constatant notamment de grandes différences entre les zones rurales et urbaines et entre les régions pauvres et les régions riches. Le système de sécurité sociale n'a guère contribué à corriger les inégalités extrêmes de revenu, car les prestations de retraite sont étroitement liées aux gains perçus tout au long de la vie. En 2000, la pension moyenne d'un magistrat retraité, par exemple, était 40 fois supérieure à celle d'un ouvrier agricole.

Ana Amélia Camarano a aussi opposé les progrès accomplis pour les personnes âgées à la détérioration de la situation économique d'autres groupes d'âge. Cette détérioration, qui est due à la hausse du chômage, à la tendance des revenus moyens à la baisse et à l'instabilité chronique de l'économie brésilienne, a accentué la dépendance économique des enfants par rapport à la génération précédente. Il se peut que d'autres facteurs, tels que le pourcentage en hausse des grossesses d'adolescentes, des divorces et des séparations, aient amené les enfants à solliciter davantage l'aide de leurs parents âgés. En conséquence, les enfants adultes sont plus longtemps à la charge de leurs parents. Entre 1981 et 1999, par exemple, la proportion des ménages dirigés par un homme âgé qui comprenaient au moins un enfant adulte (de 21 ans et plus) est passée de 19 à 44 pour cent. Selon d'autres études citées par Ana Amélia Camarano, cette progression de la cohabitation est à imputer davantage aux besoins matériels des enfants qu'aux besoins d'assistance des personnes âgées, comme en témoignent les données sur les contributions directes des personnes âgées au budget du ménage. En 1999, celles-ci assuraient 58 pour cent de l'ensemble du budget du ménage dans les campagnes et 51 pour cent dans les agglomérations urbaines.

Le nombre des personnes âgées vivant avec des petits-enfants a aussi augmenté. En 1999, 12 pour cent des enfants de moins de 14 ans vivaient dans un ménage qui comptait une personne âgée. Il est probable que le rôle joué par les personnes âgées dans la garde des enfants en ait été notablement modifié.

L'exposé sur le Brésil a montré aussi que le passage à une politique des pensions peut entraîner en peu de temps une amélioration considérable de la condition économique et sociale des personnes âgées. Au stéréotype traditionnel de la personne âgée à charge s'est substituée l'image de la personne âgée pourvoyant aux besoins des siens. La revalorisation radicale des régimes de pension non fondés sur des cotisations est dans une large mesure responsable des sorts différents que connaissent les diverses générations au Brésil. Ces différences sont aussi révélatrices de l'évolution de la situation du pays pendant la période déterminante pour les conditions d'existence des personnes âgées. Beaucoup d'entre elles ont eu un emploi stable et une longue carrière professionnelle lorsque les conditions économiques étaient plus favorables. Il était plus facile d'accéder à la propriété de son logement lorsque les revenus du ménage étaient plus stables et que l'Etat versait de fortes subventions (aujourd'hui supprimées) pour faciliter l'achat de logements privés.

Ukraine

Lorsque Vladislav Bezrukov a présenté l'étude sur l'Ukraine, une économie en transition, qu'il a réalisé avec Natalia Foigt, le contraste avec l'expérience brésilienne a été saisissant. En Ukraine, la ruine économique a été beaucoup plus sensible: entre 1990 et 1998, le produit intérieur brut (PIB) a baissé de 41 pour cent, et le système de protection sociale s'est pratiquement effondré. Si toutes les générations ont été touchées, les plus âgés ont été particulièrement vulnérables. L'évolution de la santé le montre très nettement: entre 1989 et 1998, l'espérance de vie à 65 ans a baissé de près d'une année, en raison principalement de la hausse de la mortalité due à des maladies cardio-vasculaires et à des causes "à dominante sociale", telles que l'alcoolisme et les suicides. Cependant, les déterminants sous-jacents tiennent à la progression de la pauvreté, au stress social et à un système de soins de santé en train de se déliter. Ils jouent un rôle marqué chez les hommes âgés, à cause de divers facteurs comme le régime alimentaire, le comportement et la nature souvent dangereuse de leur emploi précédent.

Avant la période de transition, les services publics, tels que les soins de santé publics, le logement et les pensions, assuraient à toutes les personnes âgées un niveau de protection sociale satisfaisant, même si le superflu en était absent. D'autre part, les prix étaient contrôlés, en particulier ceux des denrées alimentaires de base qui étaient fortement subventionnés. Dès le début de la transition, cependant, les contrôles de prix ont été supprimés, la valeur réelle des prestations de pension a baissé et les dépenses consacrées par l'Etat à tous les secteurs sociaux ont été sensiblement réduites. Entre 1986 et 1998 par exemple, la pension de base s'est dévalorisée, passant de 40 à 28 pour cent du salaire moyen. Des réformes mal conçues et les tentatives faites pour les mettre en œuvre ont encore aggravé la situation.

Les personnes âgées, a expliqué Vladislav Bezrukov, sont ainsi devenues de plus en plus dépendantes des revenus provenant du marché. Preuve en est l'écart grandissant entre les revenus moyens des personnes âgées qui travaillent et de celles qui ne travaillent pas. Cependant, le chômage progressant dans la population, les personnes âgées ont eu plus de peine à trouver un emploi. En fait, les employeurs exercent une forte discrimination envers elles. Dans le calcul des revenus des ménages de personnes âgées, il a fallu accorder une importance croissante aux lopins de terre privés auxquels elles pouvaient avoir accès. Ces changements ont abouti à une nette aggravation des inégalités au sein de la population âgée, comme en témoignent les disparités grandissantes dans l'apport nutritionnel, qui atteint des niveaux dangereusement bas pour les plus pauvres et les plus vulnérables.

Avec l'effondrement de l'Etat et la crise économique, les familles et les ménages jouent un rôle de plus en plus important dans la protection sociale. Les modes d'échanges entre les générations et la situation des personnes âgées dans les ménages sont fortement influencés par l'évolution démographique générale. Les personnes âgées sont déjà très présentes dans la société ukrainienne: en 2000, 14 pour cent de la population avait 65 ans ou plus. En raison de la pénurie de logements dans le passé et des difficultés économiques présentes, les ménages réunissant trois ou quatre générations sont devenus la norme. Selon les résultats d'une enquête citée par Vladislav Bezrukov, 60 pour cent des jeunes ménages vivaient en 1999 avec un de leurs parents au moins. Cependant, rares sont les cas où des personnes âgées cohabitent avec leurs petits-enfants car les taux de fécondité sont très bas.

Comme au Brésil, les personnes âgées jouent un rôle important en pourvoyant aux besoins des leurs. Selon Vladislav Bezrukov, une autre enquête récente a montré qu'environ un tiers des jeunes ménages recevait un soutien matériel non négligeable de la génération précédente. Si, au Brésil, les échanges entre générations ont pour toile de fond une situation économique meilleure pour les personnes âgées que pour les générations plus jeunes, en Ukraine, ils sont dus à des difficultés économiques partagées.

预览已结束，完整报告链接和二维码如下：

https://www.yunbaogao.cn/report/index/report?reportId=5_21423

